

Le Burundi accuse la Belgique après la fuite de tambourinaires en Suisse

RFI, 26-08-2018 Bruxelles est de nouveau dans la ligne de mire de Bujumbura. En cause cette fois, le fait d'avoir octroyé des visas Schengen à un groupe de fameux de tambourinaires burundais invités dans un festival en Suisse, qui a eu lieu du 12 au 19 août dernier. [Photo : Les tambourinaires du Burundi aux Rencontres de Folklore internationales de Fribourg, le 18 août 2018.]

Les musiciens se sont ensuite volatilisés dans la nature. Le Burundi s'est saisi de cette affaire - passée inaperçue dans un premier temps - après sa révélation dans un journal suisse cette semaine, en accusant l'ambassade de Belgique, l'ancienne puissance tutrice devenue sa bête noire depuis qu'il traverse une crise politique, d'en être responsable. Comme à son habitude, le porte-parole du gouvernement burundais n'y est pas allé par quatre chemins. Il accuse noir sur blanc l'ambassade de Belgique de « manipulations et de combines » après la disparition d'un groupe de musiciens en Suisse, en complicité avec des « réseaux de passeurs et de trafiquants d'êtres humains ». La preuve dit-il, cette ambassade aurait accordé 21 visas à ces tambourinaires, pour aller se produire aux Rencontres de folklore internationales de Fribourg, à l'insu du ministère burundais de la Culture. Contrairement à ce qui est prévu par la loi. Une fois sur place, ces artistes se sont volatilisés dans la nature au fil des jours, certains prenant le temps d'expliquer qu'ils craignaient « pour leur vie » s'ils retournaient au Burundi. L'objectif de cette opération était donc de « ternir l'image du Burundi » selon Philippe Nzobonariba, qui laisse entendre que ceux qu'il qualifie de « faux tambourinaires » ne sont sans doute pas les premiers à bénéficier d'une telle complicité. Une allusion claire aux opposants politiques qui ont trouvé refuge en Belgique, au grand dam de Bujumbura. La délégation de l'UE au Burundi contredit Bujumbura Bruxelles a pris l'habitude de ne pas répondre aux coups de boutoir du pouvoir burundais, histoire de ne pas envenimer la situation. Mais cette fois, ce sont les ambassadeurs de l'Union européenne et des états membres qui sont montés au créneau. Ils expliquent dans un communiqué publié samedi 25 août que « dans ce cas, tous les documents nécessaires pour la délivrance de visas étaient réunis », y compris « une prise en charge du groupe (signée) par de hautes autorités burundaises », ce qui contredit totalement les affirmations de Bujumbura.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});